



## **Rapport explicatif concernant l'ordonnance COVID-19 du 4 juin 2021 certificats (RS 818.102.2) (Certificats de guérison COVID-19 compatibles avec l'UE basés sur des tests rapides antigéniques)**

État au 22 mars 2022 / Entrée en vigueur prévue des modifications : 2 mai

### **Remarques générales**

Le 22 février 2022, la Commission européenne a modifié le règlement (UE) 2021/953 par un acte délégué, afin de permettre l'établissement de certificats de guérison basés sur des tests rapides antigénique positifs<sup>1</sup>. La Confédération a émis de tels certificats du 14 janvier au 16 février 2022, mais leur validité spatiale était limitée à la Suisse. Dorénavant, ces certificats sont valables à l'échelle internationale. Les certificats de guérison déjà émis en Suisse peuvent être échangés contre des certificats reconnus sur le plan international. La réglementation européenne prévoit en outre la possibilité de délivrer, avec effet rétroactif, des certificats basés sur des tests rapides antigéniques effectués à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021. Compte tenu du manque de capacités en tests PCR durant les 022, cette possibilité est aussi offerte en Suisse.

Comme les analyses immunologiques en laboratoire sont assimilées aux tests rapides antigéniques, elles peuvent également donner droit à un certificat de guérison en cas de résultat positif. Les certificats de guérison basés sur un test rapide antigénique ou une analyse immunologique en laboratoire sont valables pendant 180 jours, à l'instar de ceux basés sur une analyse de biologie moléculaire.

### **Commentaire détaillé**

#### **Art. 7**

L'*al.* 1 modifié prévoit la possibilité de demander un certificat de guérison COVID-19 uniquement sur la base d'un résultat positif d'une analyse de biologie moléculaire pour le SARS-CoV-2. En vertu de l'*al.* 1<sup>bis</sup>, un certificat de guérison COVID-19 peut aussi être demandé sur la base d'un résultat positif d'un test rapide SARS-CoV-2 ou d'une analyse immunologique en laboratoire pour le SARS-CoV-2, dès lors que le canton a rendu une décision d'isolement sur cette base. Cette condition ne s'applique toutefois que lorsque la demande est déposée directement auprès du canton. Un certificat de guérison COVID-19 basé sur un résultat positif de test rapide SARS-CoV-2 ou d'analyse immunologique en laboratoire pour le SARS-CoV-2 peut être demandé directement à l'émetteur de certificats, même sans décision d'isolement

---

<sup>1</sup> Cf. Règlement délégué (UE) 2022/256 de la Commission du 22 février 2022 modifiant le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la délivrance de certificats de rétablissement basés sur des tests rapides de détection d'antigènes, JO L 42 du 23.2.2022, 4.

correspondante, à condition que l'émetteur en question ait effectué lui-même l'analyse donnant droit au certificat et soit habilité à délivrer un tel certificat.

#### **Art. 16**

En vertu de l'*al.* 1, les certificats de guérison COVID-19 sont établis sur la base d'une analyse de biologie moléculaire, d'un test rapide avec application par un professionnel ou d'une analyse immunologique en laboratoire pour le SARS-CoV-2. Les résultats positifs de tests rapides avec application par un professionnel ou d'analyses immunologiques en laboratoire doivent être fondés sur un échantillonnage réalisé en Suisse après le 1<sup>er</sup> octobre 2021 ; les échantillons provenant uniquement de la cavité nasale ou d'un prélèvement salivaire sont en outre exclus. Comme le prévoit déjà le droit en vigueur relatif aux certificats de test (cf. art. 19, al. 1, let. b, avec renvoi à l'art. 24a, al. 1, de l'ordonnance 3 COVID-19 du 19 juin 2020<sup>2</sup>), les tests rapides avec application par un professionnel doivent avoir été effectués par un établissement au sens de l'annexe 6, ch. 1.4.3, let. a, de l'ordonnance 3 COVID-19. Il en va de même pour les analyses immunologiques en laboratoire, qui doivent en outre être autorisées pour l'établissement d'un certificat COVID numérique de l'UE et avoir été réalisées par un laboratoire titulaire d'une autorisation au sens de la loi sur les épidémies (LEp ; RS 818.101). L'*al.* 2 précise qu'une demande déposée pour une infection survenue à l'étranger doit se fonder uniquement sur un résultat positif d'une analyse de biologie moléculaire pour le SARS-CoV-2. Aucun certificat ne peut donc être délivré sur la base d'un résultat positif de test rapide antigénique ou d'analyse immunologique en laboratoire effectué à l'étranger.

---

<sup>2</sup> RS 818.101.24